



## Conseil économique et social

Distr. générale  
19 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### **Déclaration soumise par l'Institute of Cultural Affairs International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### **Ukraine : un processus socioéconomique qui garantit une représentation juste et équilibrée des genres**

Une vaste communauté de femmes ukrainiennes issues des autorités, du monde de l'entreprise et de la société civile a exprimé sa volonté de participer activement à la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme sur l'intégration des expériences des pays avancés au développement du capital humain en Ukraine. Il est selon nous nécessaire :

- D'établir des liens informels avec la Commission de la condition de la femme pour obtenir l'avis du Conseil économique et social ;
- D'établir des relations commerciales productives, axées de façon pratique sur le développement du potentiel humain et l'utilisation de ses ressources cachées ;
- De créer des programmes internationaux, y compris des programmes d'échanges, en faveur du développement des communautés locales et de les mettre en œuvre efficacement, de sorte à garantir une représentation juste et équilibrée des genres en Ukraine.

L'Ukraine, comme beaucoup d'autres pays, reste sur le point de prendre une nouvelle direction. Les femmes ukrainiennes se posent de plus en plus les questions suivantes :

- « Pourquoi les gens, surtout les dirigeants, se comportent-ils d'une certaine manière, et dans quelle mesure cela a-t-il un rapport avec les pensées et les attitudes des personnes ordinaires ? » ;
- « Quels sont les outils, modèles, technologies, approches les plus efficaces pour régler les conflits territoriaux et mettre en place des processus pacifiques lors du développement du pays ? » ;
- « Quel est le rôle des femmes dans la croissance socioéconomique de l'État-providence ukrainien ? ».

De nos jours, les femmes ukrainiennes pilotent la transformation de l'Ukraine (elles représentent 75 % des participants à la formation). Elles plaident sans détour pour l'intégration de leurs expériences, connaissances et intelligence dans la communauté mondiale. Vivant dans un territoire en proie à un déchirement géopolitique et à un conflit armé, elles sont conscientes que ce n'est qu'en unissant leurs forces qu'elles restaureront et préserveront la paix dans le pays. Sous bien des aspects, le chemin vers la renaissance de l'Ukraine passe par la création d'un processus socioéconomique durable qui garantit une représentation juste et équilibrée des genres.

Vingt-sept ans de direction du pays axés sur les intérêts privés des individus ont eu pour conséquence les éléments suivants :

- La réduction de la population de l'Ukraine de plus de cinq millions de personnes ;
- L'annexion de la Crimée et l'invasion armée de la Russie dans les régions de Louhansk et de Donetsk en Ukraine ;
- L'émergence d'un million et demi de personnes déplacées à l'intérieur du territoire qui proviennent des zones de conflit armé ;
- La mort de plus de 10 000 Ukrainiens dans la zone de combat située à l'est de l'Ukraine, dont environ 3 000 militaires et 7 000 civils ;

- L'inscription de l'Ukraine sur la liste des dix pays les plus touchés par la corruption ;
- La diminution constante du niveau de protection sociale de tous les groupes sociaux et marginaux et la violation systémique de la Constitution ukrainienne et des droits de l'homme ;
- La croissance rapide de l'écart économique entre les pauvres et les riches ; et
- L'absence d'application de l'état de droit.

Au même moment, la société ukrainienne se renforce et recherche des moyens efficaces de lutter contre l'administration inefficace, oligarchique et perverse du pays. L'Ukraine s'intègre rapidement à la communauté européenne et mondiale, tant au niveau de l'adaptation à la législation européenne et mondiale qu'au niveau de son accessibilité accrue, rendue possible grâce au régime d'exemption de visa pour les Ukrainiens qui traversent les frontières européennes. Les femmes sont plus actives et recherchent des moyens d'interaction efficaces et des partenariats mutuellement avantageux entre elles.

Les Ukrainiennes jouent traditionnellement le rôle de Bereginia, c'est-à-dire de gardiennes de la famille, de la maison, du domaine. Ce rôle est reconnu par les hommes. Par conséquent, les hommes perçoivent aisément les femmes en tant que partenaires égaux, à leurs côtés dans le monde de l'entreprise, les projets et l'administration publics, et peuvent même les percevoir comme leurs dirigeants. Les femmes représentent 54 % de la population de l'Ukraine.

En ce qui concerne les décisions clés prises au niveau du pays, les femmes n'occupent que 12 % des postes de prise de décisions, contre 88 % pour les hommes, ce qui entraîne un grave déséquilibre entre les sexes dans les décisions gouvernementales qui ont déjà été adoptées, qui illustrent un manque de valeur humaine et de protection sociale. Dans ces conditions, il n'est pas possible de parvenir à un processus socioéconomique équilibré conçu pour fournir une protection sociale décente au peuple ukrainien.

Il ressort des statistiques de l'Organisation des Nations Unies que les femmes investissent 70 % de leurs revenus dans le secteur social, tandis que les hommes optent pour l'accumulation des ressources en vue de leur multiplication. Le modèle moderne de processus socioéconomique de l'Ukraine est le suivant : 12 % sont consacrés à la protection sociale du peuple et 88 % à l'économie, qui est créée par les hommes pour eux-mêmes.

Les hommes ont pris des décisions clés dans le secteur des services sociaux ukrainien, notamment en ce qui concerne le montant de la pension de retraite minimale fixée pour les citoyens ukrainiens et des prestations sociales pour les personnes handicapées, les mères célibataires touchées par la catastrophe de Tchernobyl et les personnes blessées dans la zone de combat. De nos jours, ces montants sont deux fois inférieurs au salaire minimum en Ukraine, qui est de moins de deux dollars des États-Unis par jour, soit deux fois moins que la norme recommandée par les Nations Unies. Il s'agit d'une violation directe de l'article 46 de la Constitution, qui est la Loi fondamentale de l'Ukraine. Les citoyens ont le droit à la protection sociale, y compris en cas d'incapacité totale, partielle ou temporaire, de perte du soutien de famille, de chômage pour des raisons indépendantes de leur volonté et également d'âge avancé dans certains autres cas prévus par la loi. Les pensions de retraite et les autres types de prestations et avantages sociaux, qui constituent les principaux moyens de subsistance de certaines personnes, doivent garantir un niveau de vie qui n'est pas inférieur au minimum vital prévu par la loi.

Cette politique sociale est de plus en plus souvent qualifiée de génocide du peuple ukrainien.

La fourniture de logements sociaux et de services de santé gratuits de qualité aux plus de 1,5 million de déplacés constitue un problème colossal, tout comme l'incapacité de ces derniers à participer aux élections à venir.

L'égalité d'accès aux services administratifs en ligne pour tous les groupes sociaux en Ukraine, y compris les personnes aveugles, est encourageante. Mais la question de la protection sociale n'apparaît pas et la priorité est donnée aux sites web du Président de l'Ukraine et du Conseil des ministres d'Ukraine.

Le premier avril 2014, les autorités locales ont mis en place une réforme qui a ouvert la voie à un grand nombre de nouvelles possibilités pour les femmes. Cette réforme a permis aux femmes des régions rurales d'occuper des postes de direction au sein des autorités locales et de participer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques locales.

En Ukraine, le lobby politique féminin s'intensifie et on remarque un désir croissant de servir le peuple et un professionnalisme accru dans l'exercice du contrôle civil sur les actions des organes à tous les niveaux de l'administration.

Pour parvenir à un processus socioéconomique équilibré et mettre en œuvre des politiques d'égalité femmes-hommes et de protection sociale, il convient de former les femmes à devenir des dirigeantes démocratiques et d'analyser les politiques publiques, l'éthique de l'administration publique et les outils de gestion participative qui permettront aux femmes d'Ukraine de faire preuve d'audace et de professionnalisme à l'heure de prendre des décisions clés aux niveaux national et local.

L'Institute of Cultural Affairs International, qui unit 42 pays à travers le monde autour de la Technology of Participation pour la mise en œuvre de sa mission « Développement humain », a lancé, au cours de ses cinq années de travail actif en Ukraine, diverses initiatives en faveur du développement des communautés locales qui impliquaient l'administration, le monde des affaires et la communauté. La planification stratégique, la facilitation, la direction participative et la gestion participative font partie des tendances majeures du développement du pays.

L'expérience internationale de plus de 2 000 facilitateurs de l'Institute of Cultural Affairs International, combinée en une seule technologie de planification stratégique participative, a porté ses fruits dans des milliers d'organisations à différents niveaux sur le territoire de l'ex-Union soviétique, où des méthodes participatives efficaces de consensus et de gestion sont mises en place. Plus de 1 000 facilitateurs travaillent en Ukraine et 1 000 autres travaillent dans les autres pays de l'ex-Union soviétique. Nombre d'entre eux sont impliqués dans des projets de développement local et national. Cela offre la possibilité à l'Ukraine de jouer un rôle de premier plan parmi les pays de l'ex-Union soviétique dans tous les segments du développement des communautés locales.

Cela permet à son tour d'appliquer les valeurs démocratiques universelles dans la vie quotidienne des communautés locales et d'assurer la réalisation effective des objectifs des Nations Unies en matière de droits de l'homme et de développement durable d'ici à 2030 en Ukraine.